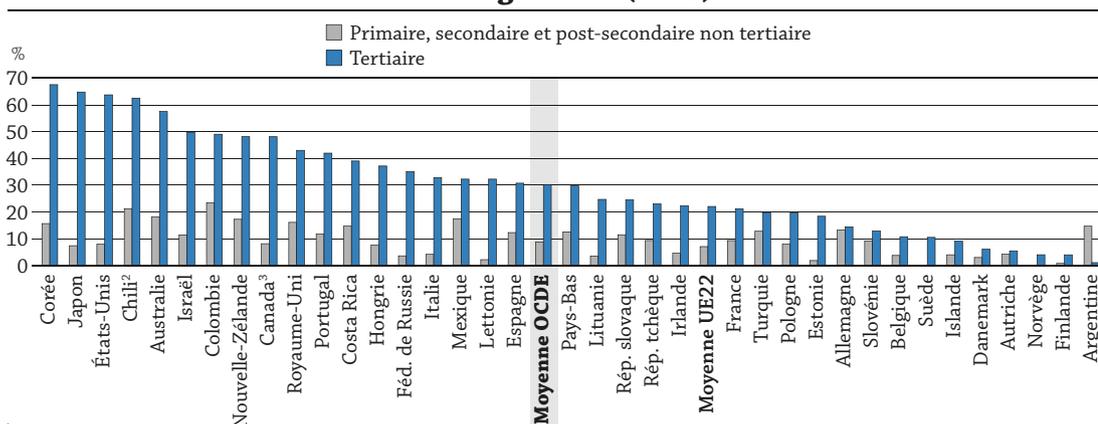


## QUELLE EST LA RÉPARTITION ENTRE INVESTISSEMENTS PUBLIC ET PRIVÉ DANS L'ÉDUCATION ?

- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 84 % du financement des établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, est public.
- Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, près de 91 % du budget des établissements d'enseignement sont financés par les pouvoirs publics, en moyenne, dans les pays de l'OCDE ; le Chili est le seul pays où ce pourcentage est inférieur à 80 %.
- Entre 2008 et 2013, les dépenses privées au titre des établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire ont augmenté de 16 %, mais les dépenses publiques, de 6 % seulement, en moyenne, dans les pays de l'OCDE.

**Graphique B3.1. Part des dépenses privées<sup>1</sup> au titre des établissements d'enseignement (2013)**



### Lecture du graphique

Ce graphique montre la part des dépenses privées en pourcentage des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement. Cela comprend tous les fonds privés versés aux établissements d'enseignement, notamment les financements publics à travers les subventions aux ménages, les frais de scolarité au titre des services d'éducation ou toute autre dépense privée (au titre d'un logement, par exemple) versée à l'établissement d'enseignement.

1. Y compris les aides publiques à affecter aux paiements destinés aux établissements d'enseignement.

2. Année de référence : 2014.

3. Année de référence : 2012.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement tertiaire.

Source : OCDE. Tableau B3.1b. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm)).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933397816>

### Contexte

Face à l'accroissement sans précédent des taux de scolarisation et à l'élargissement de l'éventail des formations et des prestataires de services d'éducation, la question de savoir qui, des pouvoirs publics ou des intéressés, doit soutenir les efforts que consentent les individus pour améliorer leur niveau de formation, se fait de plus en plus pressante. Dans la conjoncture économique actuelle, de nombreux gouvernements peinent à réunir les fonds nécessaires pour financer la demande d'éducation en hausse en comptant uniquement sur les deniers publics. De plus, selon certains responsables politiques, ceux qui profitent le plus de l'éducation – ceux qui suivent des études – devraient prendre en charge au moins une partie des coûts y afférents. Les fonds publics financent toujours une partie très élevée de l'investissement dans l'éducation, mais les fonds privés prennent de plus en plus d'importance pour certains niveaux d'enseignement.

Le financement est essentiellement public dans l'enseignement primaire et secondaire, soit les niveaux d'enseignement relevant de la scolarité obligatoire dans la plupart des pays. Dans l'enseignement préprimaire (voir l'indicateur C2) et l'enseignement tertiaire, la clé de répartition entre fonds publics et fonds privés varie davantage entre les pays de l'OCDE, car le financement public y est rarement intégral ou quasi intégral. À ces niveaux d'enseignement, ce sont essentiellement les ménages qui constituent le financement privé, ce qui soulève la question de l'égalité d'accès à l'éducation. Le débat

sur le financement de l'enseignement tertiaire est particulièrement intense. Certains craignent que la balance ne penche exagérément d'un côté, au point de décourager certains individus d'entamer une formation tertiaire. Les uns estiment que les pouvoirs publics devraient revoir sensiblement à la hausse les aides aux étudiants, alors que les autres soutiennent les efforts consentis pour amener les entreprises privées à accroître le financement de l'enseignement tertiaire.

### ■ Autres faits marquants

- Dans la plupart des pays, la part des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement est plus élevée dans l'enseignement primaire que dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. Le financement public du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est quant à lui inférieur à celui du premier cycle de l'enseignement secondaire dans tous les pays, sauf au Danemark. Enfin, la dotation privée est plus élevée dans l'enseignement tertiaire qu'aux niveaux inférieurs d'enseignement dans tous les pays.
- Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, les pouvoirs publics financent plus de 80 % des dépenses dans tous les pays, sauf au Chili (79 %), et les financent en totalité en Norvège et en Suède. La part du financement public varie toutefois fortement dans l'enseignement tertiaire. Elle est inférieure à 40 % au Chili, en Corée, aux États-Unis et au Japon, mais est supérieure à 95 % en Finlande et en Norvège.
- Dans tous les pays, sauf en Lituanie et aux Pays-Bas, les dépenses des ménages constituent la part la plus importante du financement privé dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. Dans l'enseignement tertiaire, ce sont aussi les ménages qui contribuent le plus au financement privé dans tous les pays sauf sept (l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède).
- Dans l'enseignement primaire, les dépenses publiques unitaires sont nettement plus élevées au titre des établissements publics (8 383 USD) qu'au titre des établissements privés (4 290 USD). Dans l'enseignement tertiaire, elles sont de 12 263 USD au titre des établissements publics, mais de 4 207 USD seulement au titre des établissements privés.

### ■ Tendances

La part moyenne du financement public de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire a augmenté de 8 % durant les trois ans qui ont précédé la crise de 2008 et de 6 % après cette crise (soit entre 2008 et 2013). Par contraste, le financement privé a augmenté dans une mesure comparable avant la crise (de 8 % entre 2005 et 2008), mais dans une mesure nettement plus forte durant les cinq années qui ont suivi la crise (de 16 % au total). Durant ces cinq années, entre 2008 et 2013, les dépenses privées au titre de ces niveaux d'enseignement ont augmenté de 93 % en Irlande et de 112 % en Israël. Malgré une certaine variation des dépenses publiques et privées en valeur absolue, la part des dépenses publiques au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire n'a guère évolué, passant de 92 % à 91 % entre 2005 et 2013. C'est au Chili que la part publique du financement a le plus augmenté, passant de 70 % à 78 % entre 2005 et 2013.

Comme un nombre croissant d'étudiants ont accès à l'université, les dépenses publiques et privées ont augmenté à un rythme plus soutenu dans l'enseignement tertiaire qu'aux niveaux inférieurs d'enseignement dans les pays de l'OCDE. Pourtant, contrairement à ce qui s'observe dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, les dépenses publiques ont augmenté davantage (22 %) que les dépenses privées (15 %). Entre 2005 et 2013, la part moyenne des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement tertiaire est toutefois restée stable (environ 71 %) (voir le tableau B3.2b). Cette tendance masque une forte variation entre les pays : la part moyenne des dépenses publiques a augmenté au Chili, passant de 16 % en 2005 à 35 % en 2013, mais a diminué en Hongrie, passant de 78 % à 63 % durant la même période. Au Chili, l'augmentation du financement public de l'enseignement tertiaire s'explique par le fait que les dépenses publiques nationales ont presque quadruplé entre 2008 et 2013, tandis que les dépenses privées ont progressé de moins de 25 % durant la même période. Contrairement à la plupart des pays de l'OCDE, le Chili a adopté une politique macroéconomique anticyclique après la crise financière, en augmentant ses dépenses publiques. En outre, l'adoption de la loi SEP (*Subvención Escolar Preferencial*) en 2008 a entraîné une hausse sensible du financement public de l'enseignement primaire et secondaire, sur la base de la performance des établissements et de la concentration d'élèves vulnérables dans les effectifs scolarisés.

## Analyse

B3

### Parts publique et privée des dépenses au titre des établissements d'enseignement

Dans les pays de l'OCDE, les établissements d'enseignement restent en grande partie financés directement par les pouvoirs publics, même si la part des fonds privés est substantielle dans l'enseignement tertiaire. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 84 % du financement des établissements de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire proviennent directement de sources publiques (voir le graphique B3.1 et le tableau B3.1b).

Toutefois, les parts publique et privée du financement varient fortement entre les pays. La comparaison des dépenses de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire montre que la part privée représente plus de 30 % du financement au Chili, en Colombie, en Corée et aux États-Unis. Par contraste, elle représente 5 %, voire moins, en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Finlande, en Islande, en Norvège et en Suède (voir le tableau B3.1b).

### Dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire

Dans tous les pays, le financement est essentiellement public dans l'enseignement primaire et secondaire. En moyenne, 93 % des dépenses au titre des établissements d'enseignement primaire proviennent de sources publiques. En Finlande, en Norvège et en Suède, le financement est totalement public à ce niveau d'enseignement. À l'inverse, le financement privé de l'enseignement primaire représente 22 % au Chili et 23 % en Colombie, soit les parts les plus élevées de tous les pays dont les données sont disponibles.

Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, la part du financement public représente 93 % des dépenses totales d'éducation. Dans 25 des 31 pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, les dépenses publiques représentent plus de 90 % des dépenses totales. Les dépenses privées représentent toutefois plus d'un cinquième des dépenses totales à ce niveau en Australie, au Chili et en Colombie.

Dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, la part des dépenses privées est légèrement plus élevée en filière professionnelle qu'en filière générale. À ce niveau d'enseignement, la part privée du financement atteint en moyenne 15 % en filière professionnelle, mais 11 % seulement en filière générale. En Allemagne, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas et en Suisse, la part privée du financement est plus élevée de 20 points de pourcentage au moins en filière professionnelle qu'en filière générale dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Il n'est pas surprenant de constater que les effectifs des programmes emploi-études comptent parmi les plus élevés en Allemagne (41 %) et en Suisse (59 %) (voir l'indicateur C1). En Nouvelle-Zélande, cette tendance est influencée par l'existence d'une filière professionnelle relativement plus importante après la fin de la scolarité obligatoire dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Par comparaison avec la scolarité obligatoire, une part bien plus importante des dépenses au titre des établissements d'enseignement provient des ménages, via les frais de scolarité, lesquels sont en grande partie acquittés directement, au nom des élèves, aux établissements par un système de financement public via des prêts d'études. À l'inverse, la part publique du financement est plus élevée de 20 points de pourcentage au moins en filière professionnelle qu'en filière générale au Chili et au Mexique. Dans l'ensemble, le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dépend davantage du financement privé que l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire.

La part du financement public diminue aussi dans l'enseignement post-secondaire non tertiaire, où elle ne représente plus que 78 %, en moyenne. Contrairement aux trois niveaux inférieurs d'enseignement, l'enseignement post-secondaire non tertiaire est davantage financé par des sources privées que publiques dans deux pays (en Allemagne et en Nouvelle-Zélande).

La part publique du financement de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire n'a guère évolué au fil du temps : elle est restée de l'ordre de 91 %-92 %. Malgré une augmentation de 16 % du financement privé entre 2008 et 2013, contre une augmentation de 6 % seulement du financement public, la part des dépenses publiques a seulement diminué de 1 point de pourcentage, car la part des dépenses privées reste minime malgré son augmentation.

Le financement public a bien plus augmenté avant la crise qu'après la crise, tandis que le financement privé a davantage augmenté durant les années qui ont suivi la crise (2008-13) que durant celles qui l'ont précédée (2005-08). Toutefois, la plupart des pays ont dépensé plus au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire en 2013 qu'en 2005.

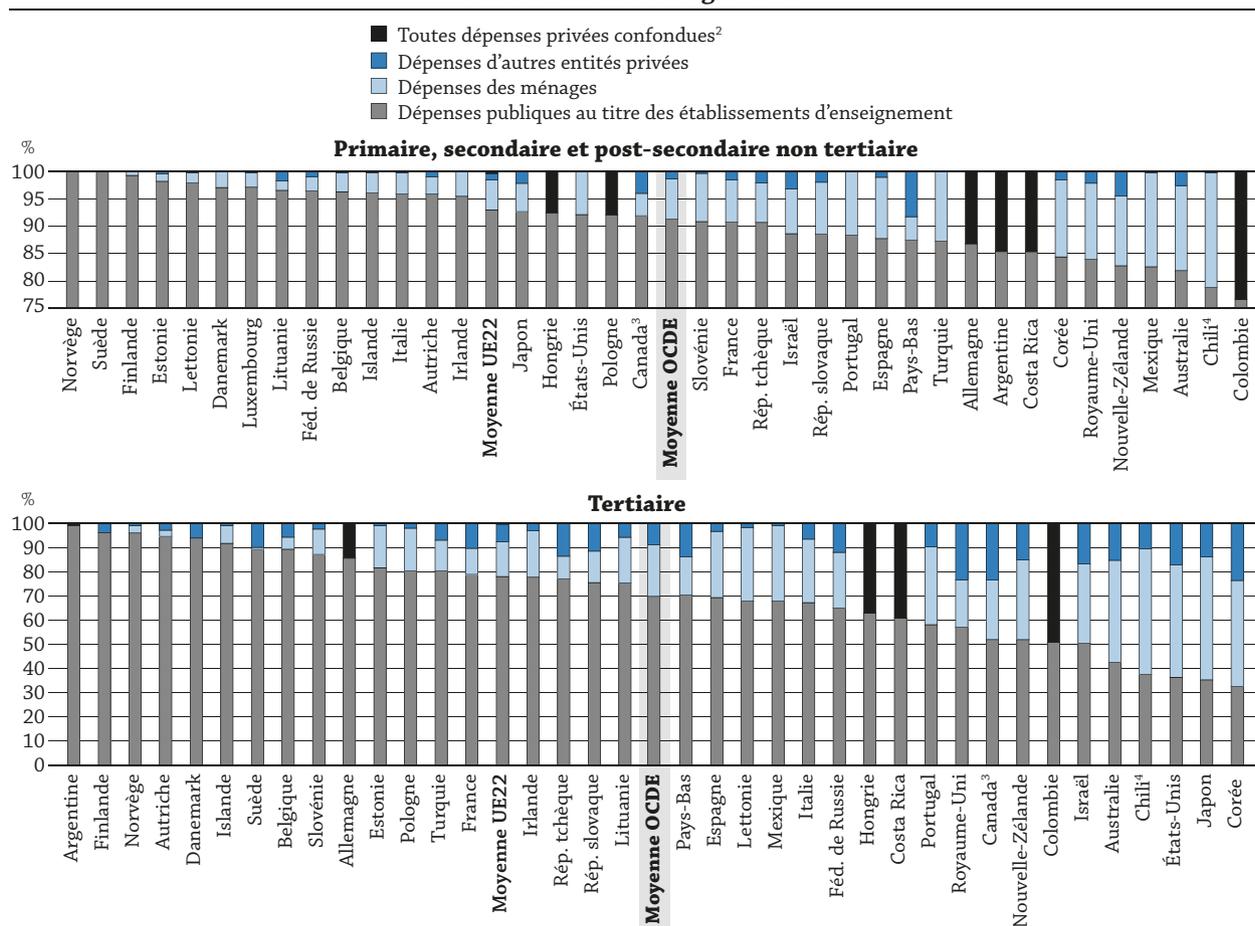
### Dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement tertiaire

Le rendement privé élevé que procure l'enseignement tertiaire (voir l'indicateur A7) suggère qu'une participation plus importante des individus et d'autres entités privées aux coûts des études tertiaires peut se justifier, pour autant que des dispositifs soient en place pour garantir l'accès des étudiants à un financement, quelle que soit leur situation financière (voir l'indicateur B5). Dans tous les pays, la part privée des dépenses d'éducation est nettement plus élevée dans l'enseignement tertiaire – elle représente, en moyenne, 30 % des dépenses totales à ce niveau d'enseignement – que dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (voir le graphique B3.1 et le tableau B3.1b).

La part des dépenses au titre de l'enseignement tertiaire financée par les particuliers, les entreprises et d'autres entités privées – y compris les versements privés subventionnés – va de moins de 10 % en Autriche, au Danemark, en Finlande, en Islande et en Norvège (où les frais de scolarité à verser aux établissements d'enseignement tertiaire sont peu élevés ou négligeables), à plus de 60 % au Chili, en Corée, aux États-Unis et au Japon. Ces pourcentages peuvent être liés au niveau des frais de scolarité pratiqués par les établissements d'enseignement tertiaire (voir le graphique B3.2 et le tableau B3.1b, ainsi que l'indicateur B5). En Corée, par exemple, 80 % des étudiants fréquentent un établissement privé et plus de 40 % du budget alloué à l'éducation est financé par les frais de scolarité (voir l'indicateur B5 et OCDE, 2014).

**Graphique B3.2. Répartition des dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement (2013)**

*Selon le niveau d'enseignement<sup>1</sup>*



1. À l'exclusion des dépenses d'origine internationale.

2. Y compris les aides publiques à affecter aux paiements destinés aux établissements d'enseignement.

3. Année de référence : 2012.

4. Année de référence : 2014.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement.

Source : OCDE. Tableau B3.1b. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/88893397829>

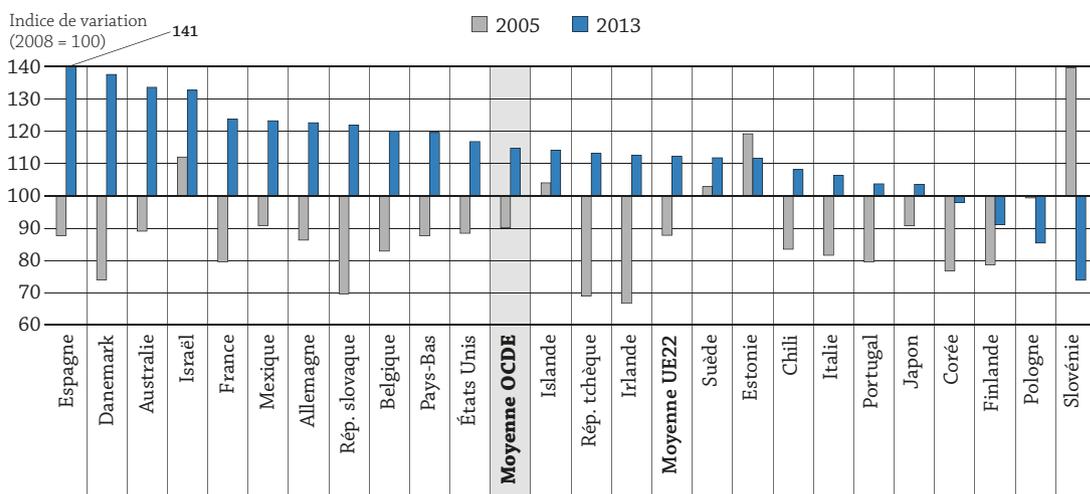
En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les dépenses des ménages représentent deux tiers des dépenses privées. Les dépenses des ménages constituent la partie la plus importante du financement privé dans la majorité des pays, mais pas au Danemark, en Finlande et en Suède, où elles sont minimales, voire nulles, et où la quasi-totalité du financement privé provient d'autres entités privées.

Dans de nombreux pays de l'OCDE, l'accroissement des taux de scolarisation dans l'enseignement tertiaire (voir l'indicateur C1) résulte de la forte demande de formation, tant des individus que de la société. Cet accroissement est allé de pair avec une augmentation du niveau d'investissement, tant public que privé, et avec des variations des parts publique et privée de ce financement. Cela a entraîné une augmentation moyenne des fonds publics de 22 % et des fonds privés de 15 % dans les pays de l'OCDE entre 2008 et 2013.

En dépit de la progression plus rapide du financement public que du financement privé, le pourcentage des dépenses publiques au titre des établissements n'a augmenté que de 1 point de pourcentage entre 2008 et 2013. Ce pourcentage est toutefois fortement influencé par des chiffres hors normes, comme ceux du Chili, où les fonds publics ont presque triplé entre 2008 et 2013, et où la part des dépenses publiques dans les dépenses totales au titre des établissements d'enseignement est passée de 15 % en 2008 à 35 % en 2013.

Le financement public de l'enseignement tertiaire a augmenté dans la plupart des pays, mais reste inférieur au niveau record de 2008 dans certains d'entre eux. C'est le cas par exemple en Italie, où les dépenses publiques de 2013 restent inférieures à celles de 2005 et de 2008, malgré leur augmentation. Quant aux dépenses privées, celles de 2013 sont inférieures à celles enregistrées avant la crise en Estonie, en Pologne et en Slovaquie.

**Graphique B3.3. Variation des dépenses privées<sup>1</sup> au titre des établissements d'enseignement tertiaire, 2008 = 100 (2005 et 2013)**



1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement tertiaire en 2013.

Source : OCDE. Tableau B3.2b. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933397833>

### Dépenses publiques par élève/étudiant au titre des établissements d'enseignement, selon le type d'établissement

Le niveau de dépenses publiques indique, en partie, la valeur que les gouvernements attachent à l'éducation (voir les indicateurs B2 et B4). La plupart des fonds publics financent naturellement les établissements publics, mais dans certains cas, une partie significative de ces fonds peut toutefois être consacrée aux établissements privés (établissements privés subventionnés par l'État et établissements privés indépendants).

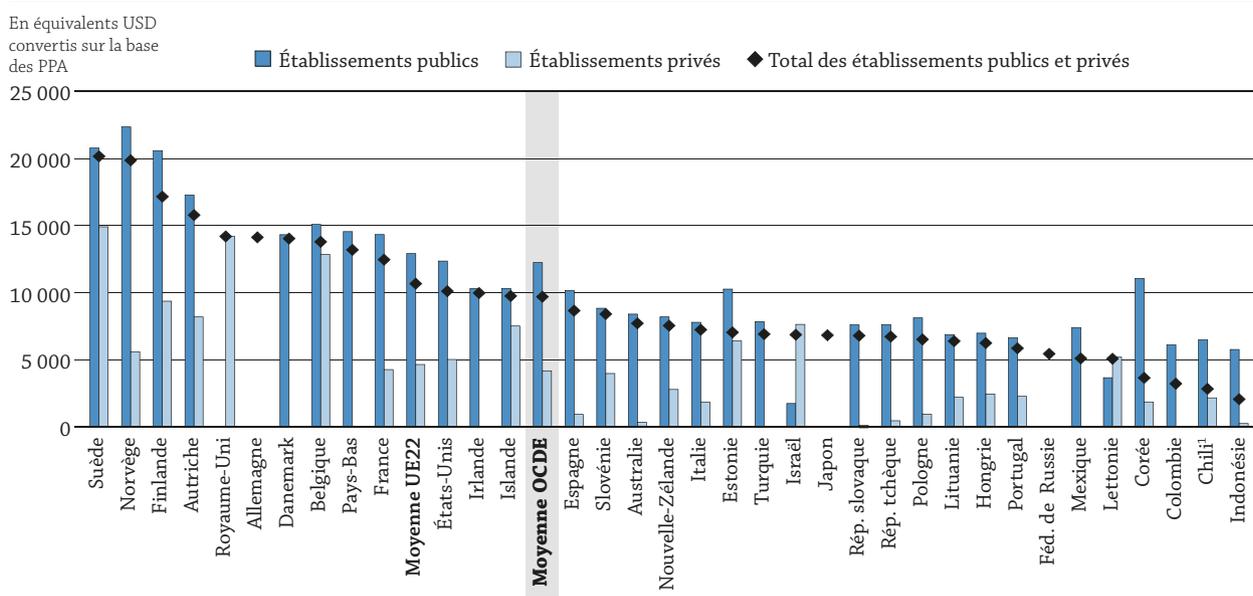
Le tableau B3.3 rapporte l'investissement public dans les établissements d'enseignement à la taille des systèmes d'éducation. Les données portent sur les dépenses publiques unitaires au titre des établissements d'enseignement publics et privés. Cet indicateur vient donc en complément des données sur les dépenses publiques en pourcentage du revenu national (voir l'indicateur B2).

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, les dépenses publiques unitaires au titre des établissements d'enseignement publics (9 433 USD) sont supérieures de 59 % à celles relevées au titre des établissements privés (5 951 USD). Toutefois, les écarts varient selon les niveaux d'enseignement. Les dépenses publiques par élève sont supérieures de 95 % environ au titre des établissements publics (8 383 USD) qu'au titre des établissements privés (4 212 USD) dans l'enseignement primaire, et de 58 % au titre des établissements publics (9 774 USD) qu'au titre des établissements privés (6 176 USD) dans le premier cycle de l'enseignement secondaire.

Les différences de financement public entre les deux types d'établissements restent stables dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, où les établissements publics reçoivent des fonds publics supérieurs de 61 % à ceux perçus par les établissements privés, mais c'est dans l'enseignement tertiaire que la variation est la plus marquée. Dans l'enseignement tertiaire, les dépenses publiques par étudiant sont trois fois plus élevées dans les établissements publics (12 263 USD, en moyenne) que dans les établissements privés (4 207 USD).

Dans l'enseignement primaire, les dépenses publiques par élève varient fortement au titre des établissements publics entre les pays : elles sont comprises entre 18 386 USD au Luxembourg et 521 USD en Inde. Elles varient toutefois encore plus au titre des établissements privés. Dans l'enseignement primaire, les établissements privés ne sont pas subventionnés par l'État dans des pays comme l'Irlande, les Pays-Bas et la Turquie, alors que leur dotation publique par élève est supérieure à 10 000 USD au Danemark, au Royaume-Uni et en Suède.

**Graphique B3.4. Dépenses publiques annuelles par étudiant au titre des établissements d'enseignement tertiaire, selon le type d'établissement (2013)**



1. Année de référence : 2014.

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques par étudiant au titre des établissements d'enseignement tertiaire publics et privés.

Source : OCDE. Tableau B3.3. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933397847>

Il n'y a guère de différence entre l'enseignement primaire et le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, si ce n'est que l'écart de dotation se creuse entre les établissements publics et privés. Dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, la dotation publique par élève est nettement plus élevée dans les établissements publics que dans les établissements privés dans tous les pays, sauf en Finlande, en Hongrie, en Israël et en Norvège.

Les dépenses publiques unitaires les plus élevées s'observent dans l'enseignement tertiaire, où elles s'élèvent en moyenne à 9 719 USD par an. La dotation publique varie davantage entre les établissements publics et privés à ce niveau d'enseignement, où les dépenses publiques au titre des établissements privés représentent environ un tiers en moyenne de celles au titre des établissements publics. Israël et la Lettonie sont les seuls pays où la dotation publique est plus élevée dans les établissements privés.

## Définitions

Par « **autres entités privées** », on entend les entreprises privées et les organisations à but non lucratif, notamment les organisations confessionnelles, caritatives, patronales et syndicales.

Par « **établissements d'enseignement privés** », on entend les établissements d'enseignement privés indépendants et les établissements d'enseignement privés subventionnés par l'État.

Les **dépenses privées** comprennent toutes les dépenses directes au titre des établissements d'enseignement, qu'elles soient ou non compensées en partie par des aides publiques. La contribution des entreprises privées au financement du volet pratique des formations en alternance est également incluse. Les aides publiques aux ménages incluses dans les dépenses privées sont présentées séparément.

Les **parts publique et privée des dépenses au titre des établissements d'enseignement** sont exprimées en pourcentage des dépenses publiques et privées totales.

Les **dépenses publiques** se rapportent à la totalité des effectifs scolarisés dans les établissements d'enseignement publics et privés, que ces établissements reçoivent ou non un financement public.

## Méthodologie

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2013 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2015 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, [www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm)).

Les dépenses en matière de biens et services d'éducation ne sont pas toutes effectuées au sein des établissements d'enseignement. Les familles peuvent, par exemple, acheter des fournitures et des manuels scolaires dans le commerce, ou recourir aux services d'un professeur particulier en dehors des établissements d'enseignement. Dans l'enseignement tertiaire, les frais de subsistance et le manque à gagner des étudiants pendant leur formation peuvent représenter une part importante du coût de l'éducation. Toutes ces dépenses effectuées en dehors des établissements d'enseignement sont exclues de cet indicateur, même si elles font l'objet de subventions publiques. Le financement public des coûts de l'éducation en dehors des établissements d'enseignement est étudié dans les indicateurs B4 et B5.

Une partie du budget des établissements d'enseignement est consacrée aux services auxiliaires généralement proposés aux élèves/étudiants (cantine, logement et transport). La part du coût de ces services financée par les élèves/étudiants est également incluse dans cet indicateur.

Les dépenses au titre des établissements d'enseignement sont calculées sur la base de la comptabilité de caisse et représentent en tant que telles un aperçu des dépenses effectuées lors de l'année de référence. De nombreux pays mettent en place un système de prêt/remboursement au niveau de l'enseignement tertiaire. Le paiement des prêts publics est pris en considération, mais les remboursements privés des individus ne le sont pas ; la contribution privée aux coûts de l'éducation peut donc être sous-représentée.

Les données relatives aux dépenses de 2005, 2008, 2010 et 2013 proviennent d'une enquête menée en 2015-16. Les dépenses de 2005 à 2013 ont été ajustées en fonction des méthodes et des définitions appliquées lors du dernier exercice UOE de collecte de données en date.

### Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

## Référence

OCDE (2014), « Indicateur C7 : Dans quelle mesure les établissements publics et privés se différencient-ils ? », in *Regards sur l'éducation 2014 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2014-28-fr>.

## Tableaux de l'indicateur B3

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933397754>

Tableau B3.1a	Part relative des dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement (2013)
Tableau B3.1b	Part relative des dépenses publiques et privées (ventilées) au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement (2013)
Tableau B3.2a	Évolution de la part relative des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement et indice de variation des dépenses publiques et privées dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2005, 2008, et 2010 à 2013)
Tableau B3.2b	Évolution de la part relative des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement tertiaire et indice de variation des dépenses publiques et privées (2005, 2008, et 2010 à 2013)
Tableau B3.3	Dépenses publiques annuelles au titre des établissements d'enseignement par élève/étudiant, selon le type d'établissement (2013)

Date butoir pour les données : 20 juillet 2016. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne sur : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>

**B3**

Tableau B3.1a. **Part relative des dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement (2013)**

 Répartition des dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement après les transferts de fonds publics<sup>1</sup>

	Primaire		Premier cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire						Post-secondaire non tertiaire	
	Dépenses publiques	Dépenses privées <sup>2</sup>	Dépenses publiques	Dépenses privées <sup>2</sup>	Filière générale		Filière professionnelle		Toutes filières confondues		Dépenses publiques	Dépenses privées <sup>2</sup>
					Dépenses publiques	Dépenses privées <sup>2</sup>	Dépenses publiques	Dépenses privées <sup>2</sup>	Dépenses publiques	Dépenses privées <sup>2</sup>		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
<b>OCDE</b>												
Australie	88	12	77	23	74	26	82	18	77	23	82	18
Autriche	97	3	97	3	94	6	96	4	95	5	54	46
Belgique	97	3	96	4	96 <sup>d</sup>	4 <sup>d</sup>	96 <sup>d</sup>	4 <sup>d</sup>	96 <sup>d</sup>	4 <sup>d</sup>	x(9)	x(10)
Canada <sup>3</sup>	92 <sup>d</sup>	8 <sup>d</sup>	x(1)	x(2)	x(9)	x(10)	x(9)	x(10)	92	8	m	m
Chili <sup>4</sup>	78	22	80	20	73	27	93	7	79	21	a	a
République tchèque	93	7	92	8	88	12	88	12	88	12	68	32
Danemark	98	2	93	7	x(9)	x(10)	x(9)	x(10)	100	0	a	a
Estonie	98	2	98	2	97	3	99	1	98	2	97	3
Finlande	100	0	100	0	100	0	99 <sup>d</sup>	1 <sup>d</sup>	99 <sup>d</sup>	1 <sup>d</sup>	x(7)	x(8)
France	93	7	91	9	91	9	84	16	88	12	81	19
Allemagne	98	2	97	3	96	4	60	40	75	25	49	51
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	94	6	92	8	92	8	90	10	91	9	90	10
Islande	99	1	99	1	89	11	89	11	89	11	90	10
Irlande	97	3	93	7	92	8	a	a	92	8	99	1
Israël	95	5	x(9)	x(10)	85 <sup>d</sup>	15 <sup>d</sup>	73 <sup>d</sup>	27 <sup>d</sup>	80 <sup>d</sup>	20 <sup>d</sup>	a	a
Italie	96	4	97	3	x(9)	x(10)	x(9)	x(10)	95	5	100	0
Japon	99	1	94	6	x(9)	x(10)	x(9)	x(10)	82 <sup>d</sup>	18 <sup>d</sup>	x(9)	x(10)
Corée	91	9	93	7	x(9)	x(10)	x(9)	x(10)	71	29	m	m
Lettonie	99	1	98	2	99	1	93	7	97	3	93	7
Luxembourg	97	3	97	3	94	6	99	1	97	3	a	a
Mexique	86	14	85	15	65	35	90	10	73	27	a	a
Pays-Bas	99	1	94	6	92	8	59	41	68	32	55	45
Nouvelle-Zélande	92	8	86	14	83	17	56	44	75	25	44	56
Norvège	100	0	100	0	x(9)	x(10)	x(9)	x(10)	100 <sup>d</sup>	0 <sup>d</sup>	x(9)	x(10)
Pologne	93	7	93	7	91	9	94 <sup>d</sup>	6 <sup>d</sup>	93 <sup>d</sup>	7 <sup>d</sup>	51	49
Portugal	88	12	93	7	x(9)	x(10)	x(9)	x(10)	85 <sup>d</sup>	15 <sup>d</sup>	x(9)	x(10)
République slovaque	88	12	89	11	84	16	90	10	88	12	90	10
Slovénie	91	9	91	9	89	11	91	9	90	10	a	a
Espagne	84	16	91	9	87	13	95 <sup>d</sup>	5 <sup>d</sup>	90 <sup>d</sup>	10 <sup>d</sup>	x(7)	x(8)
Suède	100	0	100	0	100	0	100	0	100	0	100	0
Suisse	m	m	m	m	100 <sup>d</sup>	0 <sup>d</sup>	55 <sup>d</sup>	45 <sup>d</sup>	67 <sup>d</sup>	33 <sup>d</sup>	x(9)	x(10)
Turquie	86	14	88	12	82	18	91	9	87	13	a	a
Royaume-Uni	88	12	84	16	76	24	90	10	80	20	a	a
États-Unis	93	7	92	8	x(9)	x(10)	x(9)	x(10)	91	9	m	m
<b>Moyenne OCDE</b>	<b>93</b>	<b>7</b>	<b>93</b>	<b>7</b>	<b>89</b>	<b>11</b>	<b>86</b>	<b>14</b>	<b>87</b>	<b>13</b>	<b>78</b>	<b>22</b>
<b>Moyenne UE22</b>	<b>95</b>	<b>5</b>	<b>94</b>	<b>6</b>	<b>92</b>	<b>8</b>	<b>90</b>	<b>10</b>	<b>91</b>	<b>9</b>	<b>79</b>	<b>21</b>
<b>Partenaires</b>												
Argentine	83	17	88	12	m	m	m	m	86	14	a	a
Bésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie	77	23	78	22	m	m	m	m	71	29	a	a
Costa Rica	85	15	87	13	m	m	m	m	85	15	a	a
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Lituanie	97	3	97	3	97	3	94	6	96	4	94	6
Fédération de Russie	x(9)	x(10)	x(9)	x(10)	97 <sup>d</sup>	3 <sup>d</sup>	88 <sup>d</sup>	12 <sup>d</sup>	96 <sup>d</sup>	4 <sup>d</sup>	x(9)	x(10)
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
<b>Moyenne G20</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>

1. À l'exclusion des dépenses d'origine internationale.

2. Y compris les aides publiques à affecter aux paiements destinés aux établissements d'enseignement.

3. Année de référence : 2012.

4. Année de référence : 2014.

 Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Costa Rica, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lituanie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933397766>

**Tableau B3.1b. Part relative des dépenses publiques et privées (ventilées) au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement (2013)**

 Répartition des dépenses publiques et privées (ventilées) au titre des établissements d'enseignement après les transferts de fonds publics<sup>1</sup>

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire				Tertiaire				Du primaire au tertiaire			
	Dépenses publiques	Dépenses privées			Dépenses publiques	Dépenses privées			Dépenses publiques	Dépenses privées		
		Dépenses des ménages	Dépenses d'autres entités privées	Toutes dépenses privées confondues <sup>2</sup>		Dépenses des ménages	Dépenses d'autres entités privées	Toutes dépenses privées confondues <sup>2</sup>		Dépenses des ménages	Dépenses d'autres entités privées	Toutes dépenses privées confondues <sup>2</sup>
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
<b>OCDE</b>												
Australie	82	16	3	18	42	42	15	58	70	23	6	30
Autriche	96	3	1	4	95	3	3	5	95	3	2	5
Belgique	96	4	0	4	89	5	6	11	95	4	1	5
Canada <sup>3</sup>	92	4	4	8	52	25	23	48	76	12	12	24
Chili <sup>4</sup>	79	21	0	21	38	52	11	62	61	34	5	39
République tchèque	91	7	2	9	77	9	14	23	87	8	5	13
Danemark	97	3	0	3	94	0	6	6	96	2	2	4
Estonie	98	1	0	2	82	18	1	18	93	7	0	7
Finlande	99	1	0	1	96	0	4	4	98	0	1	2
France	91	8	2	9	79	11	10	21	87	9	4	13
Allemagne	87	x(4)	x(4)	13	86	x(8)	x(8)	14	86	x(12)	x(12)	14
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	92	x(4)	x(4)	8	63	x(8)	x(8)	37	83	x(12)	x(12)	17
Islande	96	4	0	4	91	8	1	8	95	5	0	5
Irlande	95	5	a	5	78	19	3	22	91	8	1	9
Israël	89	8	3	11	50	33	17	50	78	15	7	22
Italie	96	4	0	4	67	26	7	33	89	9	2	11
Japon	93	5	2	7	35 <sup>d</sup>	51 <sup>d</sup>	14 <sup>d</sup>	65 <sup>d</sup>	72	21	6	28
Corée	84	14	2	16	32	44	24	68	64	26	10	36
Lettonie	98	2	0	2	68	31	2	32	89	10	1	11
Luxembourg	97	3	0	3	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique	83	17	0	17	68	32	0	32	79	21	0	21
Pays-Bas	87	4	8	13	70	16	14	30	82	8	10	18
Nouvelle-Zélande	83	13	4	17	52	33	15	48	74	18	7	26
Norvège	100	0	0	0	96	3	1	4	99	1	0	1
Pologne	92	x(4)	x(4)	8	80	18	2	20	89	x(12)	x(12)	11
Portugal	88	12	0	12	58	32	10	42	81	16	2	19
République slovaque	89	9	2	11	76	13	11	24	85	10	5	15
Slovénie	91	9	0	9	87	11	2	13	90	9	1	10
Espagne	88	11	1	12	69	27	3	31	82	16	2	18
Suède	100	0	0	0	90	1	10	10	97	0	3	3
Suisse	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	87	13	0	13	80	13	7	20	85	13	2	15
Royaume-Uni	84	14	2	16	57	19	23	43	77	15	8	23
États-Unis	92	8	0	8	36	47	17	64	68	24	7	32
<b>Moyenne OCDE</b>	<b>91</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>70</b>	<b>21</b>	<b>9</b>	<b>30</b>	<b>84</b>	<b>12</b>	<b>4</b>	<b>16</b>
<b>Moyenne UE22</b>	<b>93</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>78</b>	<b>14</b>	<b>7</b>	<b>22</b>	<b>89</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>11</b>
<b>Partenaires</b>												
Argentine	85	x(4)	x(4)	15	99	x(8)	x(8)	1	88	x(12)	x(12)	12
Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie	77	x(4)	x(4)	23	51	x(8)	x(8)	49	68	x(12)	x(12)	32
Costa Rica	85	x(4)	x(4)	15	61	x(8)	x(8)	39	78	x(12)	x(12)	22
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Lituanie	97	2	2	3	75	19	6	25	89	8	3	11
Fédération de Russie	96	3	1	4	65	23	12	35	85	10	5	15
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
<b>Moyenne G20</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>

Remarque: Les données présentées ici sur les dépenses publiques excluent les programmes non classifiés.

1. À l'exclusion des dépenses d'origine internationale.

2. Y compris les aides publiques à affecter aux paiements destinés aux établissements d'enseignement.

3. Année de référence : 2012.

4. Année de référence : 2014.

 Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Costa Rica, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lituanie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933397770>

**Tableau B3.2a. Évolution de la part relative des dépenses publiques<sup>1</sup> au titre des établissements d'enseignement et indice de variation des dépenses publiques et privées dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2005, 2008, et 2010 à 2013)**
*Indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement après les transferts de fonds publics et privés, par année*

	Part des dépenses publiques <sup>1</sup> au titre des établissements d'enseignement (%)						Indice de variation, entre 2005 et 2013, des dépenses au titre des établissements d'enseignement (2008 = 100, prix constants)									
							Dépenses publiques					Dépenses privées <sup>2</sup>				
	2005	2008	2010	2011	2012	2013	2005	2010	2011	2012	2013	2005	2010	2011	2012	2013
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
<b>OCDE</b>																
Australie	84	83	85	84	82	82	92	124	120	118	119	86	106	111	119	124
Autriche	m	m	m	m	96	96	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Belgique	95	95	96	96	96	96	88	100	102	104	104	94	83	79	79	79
Canada	90	89	90	90	92	m	91	110	106	111	m	84	104	100	80	m
Chili	70	78	79	78	m	78	75	97	112	m	104	118	96	112	m	106
République tchèque	90	90	91	91	91	91	94	105	108	108	105	99	100	102	102	102
Danemark	98	98	98	97	97	97	101	109	100	110	108	89	111	120	132	135
Estonie	99	99	99	99	99	98	81	88	81	83	83	84	109	88	73	143
Finlande	99	99	99	99	99	99	93	104	105	105	104	79	83	77	78	75
France	91	91	91	91	91	91	98	103	102	101	100	96	102	103	104	106
Allemagne	86	86	87	87	87	87	98	107	107	105	105	98	97	96	99	97
Grèce	93	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	95	m	m	m	94	92	105	88	83	79	76	m	m	m	m	m
Islande	96	96	96	96	96	96	92	88	91	90	93	97	92	93	98	102
Irlande	97	98	96	96	96	95	74	106	103	104	97	101	187	189	195	193
Israël	93	93	92	89	89	89	84	107	115	123	124	84	119	181	204	212
Italie	96	97	97	96	95	96	96	93	89	85	85	123	109	118	134	121
Japon	90	90	93	93	93	93	98	106	106	107	106	97	71	72	74	76
Corée	77	78	79	81	84	84	86	110	114	117	118	90	106	96	79	76
Lettonie	m	m	m	m	98	98	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Luxembourg	m	m	98	98	98	97	m	m	m	m	m	m	98	89	96	116
Mexique	83	83	83	83	83	83	97	108	112	115	118	97	109	114	115	120
Pays-Bas	87	87	87	87	87	87	96	108	107	107	109	91	105	107	106	100
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	83	83	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Norvège	100	100	100	100	100	100	94	106	105	105	109	a	a	a	a	a
Pologne	98	94	94	94	92	92	91	105	103	103	103	26	106	103	137	136
Portugal	100	100	100	100	85	88	105	113	106	101	106	112	97	99	m	m
République slovaque	86	85	88	89	88	89	89	122	115	114	119	79	93	83	85	86
Slovénie	92	92	91	91	91	91	96	99	96	93	91	94	103	104	101	101
Espagne	93	93	92	91	89	88	87	102	99	91	87	82	123	130	158	164
Suède	100	100	100	100	100	100	97	99	99	100	101	112	74	m	m	m
Suisse	87	86	88	88	m	m	98	106	108	110	113	93	90	91	m	m
Turquie	m	m	m	87	85	87	82	121	123	136	163	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	m	m	m	86	84	84	107	109	120	121	134	m	m	m	m	m
États-Unis	92	92	92	92	92	92	90	99	96	94	94	90	92	95	91	89
<b>Moyenne OCDE</b>	92	92	92	92	92	91	92	105	104	105	106	92	102	106	110	116
<b>Moyenne UE22</b>	94	94	94	94	93	93	94	103	101	101	101	91	105	105	112	117
<b>Partenaires</b>																
Argentine	m	m	m	m	92	85	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Bésil	m	m	m	m	m	m	70	114	118	m	m	m	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie	m	m	m	m	71	77	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Costa Rica	m	m	m	m	m	85	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	m	m	m	m	91	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Lituanie	m	m	m	m	97	97	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	m	97	97	96	97	96	76	96	98	114	118	m	92	127	119	132
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
<b>Moyenne G20</b>	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. À l'exclusion des dépenses d'origine internationale.

2. Y compris les aides publiques à affecter aux paiements destinés aux établissements d'enseignement.

 Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Costa Rica, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lituanie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933397787>

**Tableau B3.2b. Évolution de la part relative des dépenses publiques<sup>1</sup> au titre des établissements d'enseignement tertiaire et indice de variation des dépenses publiques et privées (2005, 2008, et 2010 à 2013)**
*Indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement après les transferts de fonds publics et privés, par année*

	Part des dépenses publiques <sup>1</sup> au titre des établissements d'enseignement (%)						Indice de variation, entre 2005 et 2013, des dépenses au titre des établissements d'enseignement (2008 = 100, prix constants)									
							Dépenses publiques					Dépenses privées <sup>2</sup>				
	2005	2008	2010	2011	2012	2013	2005	2010	2011	2012	2013	2005	2010	2011	2012	2013
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
<b>OCDE</b>																
Australie	45	45	46	46	45	42	91	117	118	119	121	89	110	115	119	134
Autriche	m	m	m	m	95	95	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Belgique	91	90	90	90	90	89	91	107	109	109	114	83	109	109	113	120
Canada	55	63	57	57	52	m	82	103	100	92	m	114	129	125	144	m
Chili	16	15	22	24	m	35	92	200	233	m	333	83	121	125	m	108
République tchèque	81	79	79	81	79	77	79	103	128	114	100	69	105	113	113	113
Danemark	97	96	95	95	m	94	102	108	110	95	100	74	122	135	m	138
Estonie	70	79	75	80	78	82	74	98	115	98	133	119	119	105	102	112
Finlande	96	95	96	96	96	96	94	108	112	110	107	79	96	101	91	91
France	84	82	82	81	80	79	91	105	104	102	104	80	103	110	115	124
Allemagne	87	87	86	87	86	86	88	108	114	114	114	86	110	113	120	123
Grèce	97	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	78	m	m	m	54	63	95	91	106	74	88	m	m	m	m	m
Islande	91	92	91	91	92	91	85	89	85	98	101	104	101	104	104	114
Irlande	84	83	81	80	84	78	74	101	95	101	83	67	110	109	94	113
Israël	46	51	54	49	52	50	92	114	115	121	127	112	102	126	116	133
Italie	73	71	68	66	66	67	92	95	94	88	90	82	109	114	110	106
Japon	34	33	34	34	34	35	92	104	108	107	113	91	99	103	103	104
Corée	24	22	27	27	29	32	86	132	138	147	164	77	101	107	102	98
Lettonie	m	m	m	m	64	68	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Luxembourg	m	m	m	m	95	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique	69	70	70	67	70	68	86	112	104	117	110	91	113	120	120	123
Pays-Bas	73	71	72	71	71	70	95	109	112	112	113	88	108	115	118	120
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	52	52	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Norvège	m	97	96	96	96	96	98	104	104	106	110	m	135	139	134	142
Pologne	74	71	71	76	78	80	114	125	124	129	141	100	123	100	92	85
Portugal	68	62	69	69	54	58	104	116	107	81	88	80	85	80	111	104
République slovaque	77	73	70	77	74	76	88	102	123	127	139	70	117	100	122	122
Slovénie	77	84	85	85	86	87	88	105	106	102	97	140	98	95	84	74
Espagne	78	79	78	77	73	69	83	105	102	90	85	88	109	111	123	141
Suède	88	89	91	90	89	90	95	113	114	115	118	103	95	108	113	112
Suisse	m	m	m	m	m	m	109	112	117	122	124	m	m	m	m	m
Turquie	m	m	m	87	85	87	88	127	147	170	206	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	m	m	m	m	57	57	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
États-Unis	42	41	40	39	38	36	91	101	101	102	94	88	107	112	118	117
Moyenne OCDE	70	70	70	71	71	71	91	111	115	109	122	90	109	111	112	115
Moyenne UE22	82	81	80	81	77	78	91	106	110	104	107	88	107	107	108	112
<b>Partenaires</b>																
Argentine	m	m	m	m	m	99	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil	m	m	m	m	m	m	85	121	128	m	m	m	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie	m	m	m	m	43	51	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Costa Rica	m	m	m	m	m	61	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	m	m	m	m	71	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Lituanie	m	m	m	m	75	75	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	m	64	62	63	64	65	68	98	92	96	101	m	107	98	100	98
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. À l'exclusion des dépenses d'origine internationale.

2. Y compris les aides publiques à affecter aux paiements destinés aux établissements d'enseignement.

 Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Costa Rica, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lituanie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933397793>

**Tableau B3.3. Dépenses publiques annuelles au titre des établissements d'enseignement par élève/étudiant, selon le type d'établissement (2013)**
*En équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB, selon le niveau d'enseignement et le type d'établissement*

	Primaire			Premier cycle du secondaire			Deuxième cycle du secondaire			Tertiaire			Du primaire au tertiaire		
	Établissements publics	Établissements privés	Total	Établissements publics	Établissements privés	Total	Établissements publics	Établissements privés	Total	Établissements publics	Établissements privés	Total	Établissements publics	Établissements privés	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
<b>OCDE</b>															
Australie	8 418	7 402	<b>8 102</b>	10 764	6 871	<b>9 239</b>	10 552	5 021	<b>8 470</b>	8 426	382	<b>7 740</b>	9 178	6 199	<b>8 299</b>
Autriche	10 735	5 326	<b>10 413</b>	14 993	8 394	<b>14 372</b>	15 309	9 688	<b>14 511</b>	17 288	8 215	<b>15 794</b>	14 480	7 990	<b>13 704</b>
Belgique	11 011	8 497	<b>9 656</b>	12 464	11 316	<b>11 754</b>	13 682 <sup>d</sup>	11 803 <sup>d</sup>	<b>12 495<sup>d</sup></b>	15 101	12 869	<b>13 808</b>	12 759	10 890	<b>11 660</b>
Canada <sup>1</sup>	8 841 <sup>d</sup>	2 228 <sup>d</sup>	<b>8 392<sup>d</sup></b>	x(1)	x(2)	<b>x(3)</b>	11 715	2 913	<b>11 109</b>	12 145	m	<b>m</b>	10 449	m	<b>m</b>
Chili <sup>2</sup>	4 509	2 301	<b>3 151</b>	4 529	2 343	<b>3 286</b>	4 370	2 615	<b>3 264</b>	6 514	2 195	<b>2 866</b>	4 749	2 339	<b>3 114</b>
République tchèque	4 384	4 010	<b>4 377</b>	7 493	5 255	<b>7 424</b>	7 168	4 439	<b>6 775</b>	7 651	493	<b>6 753</b>	6 425	2 917	<b>6 153</b>
Danemark	11 996	10 354	<b>11 745</b>	11 572	13 834	<b>12 190</b>	10 158	8 422	<b>10 118</b>	14 338	0	<b>14 047</b>	12 019	11 398	<b>11 947</b>
Estonie	7 086	4 440	<b>6 999</b>	6 960	4 442	<b>6 890</b>	5 832	4 153	<b>5 787</b>	10 287	6 427	<b>7 068</b>	6 957	6 194	<b>6 765</b>
Finlande	8 463	9 717	<b>8 485</b>	13 342	11 590	<b>13 258</b>	8 567 <sup>d</sup>	9 163 <sup>d</sup>	<b>8 678<sup>d</sup></b>	20 591	9 390	<b>17 168</b>	11 281	9 420	<b>11 027</b>
France	7 144	3 966	<b>6 708</b>	10 114	5 460	<b>9 120</b>	13 750	7 526	<b>12 044</b>	14 347	4 299	<b>12 479</b>	10 468	5 439	<b>9 492</b>
Allemagne	x(3)	x(3)	<b>7 913</b>	x(6)	x(6)	<b>9 647</b>	x(9)	x(9)	<b>9 866</b>	x(12)	x(12)	<b>14 140</b>	x(15)	x(15)	<b>9 920</b>
Grèce	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Hongrie	5 411	3 307	<b>5 111</b>	3 779	3 167	<b>3 687</b>	3 487	5 836	<b>4 049</b>	7 008	2 481	<b>6 275</b>	4 729	4 157	<b>4 621</b>
Islande	10 606	5 505	<b>10 445</b>	11 064	18 249	<b>11 132</b>	7 126	5 887	<b>6 877</b>	10 333	7 541	<b>9 775</b>	9 834	6 484	<b>9 459</b>
Irlande	7 845	0	<b>7 807</b>	10 064	a	<b>10 064</b>	10 216	0	<b>10 054</b>	10 321	0	<b>9 994</b>	9 201	0	<b>9 106</b>
Israël	8 044	4 727	<b>7 285</b>	x(7)	x(8)	<b>x(9)</b>	3 663 <sup>d</sup>	13 994 <sup>d</sup>	<b>5 152<sup>d</sup></b>	1 775	7 660	<b>6 892</b>	5 722	7 701	<b>6 330</b>
Italie	8 062	579	<b>7 562</b>	8 455	901	<b>8 157</b>	8 522	4 348	<b>8 212</b>	7 815	1 888	<b>7 264</b>	8 408	2 413	<b>7 994</b>
Japon	x(3)	x(3)	<b>8 664</b>	x(6)	x(6)	<b>9 571</b>	x(9)	x(9)	<b>8 888</b>	x(12)	x(12)	<b>6 855</b>	x(15)	x(15)	<b>8 510</b>
Corée	7 974	1 496	<b>7 871</b>	7 443	7 043	<b>7 371</b>	8 344	6 432	<b>7 510</b>	11 079	1 889	<b>3 684</b>	8 245	3 298	<b>6 298</b>
Lettonie	5 816	5 491	<b>5 811</b>	5 840	6 315	<b>5 847</b>	5 849	1 901	<b>5 733</b>	3 696	5 223	<b>5 104</b>	5 779	5 144	<b>5 628</b>
Luxembourg	18 386	2 860	<b>16 838</b>	21 281	9 017	<b>18 909</b>	20 406	9 355	<b>18 435</b>	40 369	m	<b>m</b>	21 273	m	<b>m</b>
Mexique	2 560	8	<b>2 340</b>	2 338	16	<b>2 092</b>	3 676	0	<b>3 006</b>	7 426	0	<b>5 129</b>	3 073	6	<b>2 676</b>
Pays-Bas	8 475	0	<b>8 450</b>	12 247	0	<b>11 983</b>	9 116	0	<b>8 557</b>	14 565	0	<b>13 209</b>	10 652	0	<b>10 246</b>
Nouvelle-Zélande	6 841	1 606	<b>6 746</b>	8 213	1 750	<b>7 898</b>	8 963	5 728	<b>8 522</b>	8 218	2 823	<b>7 570</b>	7 763	3 759	<b>7 464</b>
Norvège	13 542	5 229	<b>13 274</b>	14 452	4 906	<b>14 103</b>	15 939 <sup>d</sup>	17 845 <sup>d</sup>	<b>16 153<sup>d</sup></b>	22 355	5 628	<b>19 873</b>	15 810	9 882	<b>15 369</b>
Pologne	6 364	5 293	<b>6 315</b>	6 364	4 686	<b>6 269</b>	5 609	5 235	<b>5 574</b>	8 149	972	<b>6 544</b>	6 590	2 531	<b>6 122</b>
Portugal	7 212	1 309	<b>6 503</b>	9 758	3 128	<b>8 920</b>	9 874 <sup>d</sup>	2 036 <sup>d</sup>	<b>8 274<sup>d</sup></b>	6 668 <sup>d</sup>	2 308 <sup>d</sup>	<b>5 883<sup>d</sup></b>	8 182	2 081	<b>7 263</b>
République slovaque	5 136	6 320	<b>5 215</b>	5 113	5 612	<b>5 145</b>	5 395	3 856	<b>5 162</b>	7 630	165	<b>6 824</b>	5 696	3 790	<b>5 514</b>
Slovénie	8 261	5 168	<b>8 240</b>	9 100	12 279	<b>9 110</b>	6 971	6 494	<b>6 958</b>	8 861	4 008	<b>8 434</b>	8 190	4 877	<b>8 092</b>
Espagne	7 107	3 324	<b>5 889</b>	9 001	4 496	<b>7 564</b>	9 195 <sup>d</sup>	3 761 <sup>d</sup>	<b>7 825<sup>d</sup></b>	10 190	964	<b>8 685</b>	8 644	3 396	<b>7 204</b>
Suède	10 668	10 627	<b>10 664</b>	11 445	10 558	<b>11 306</b>	11 739	10 040	<b>11 389</b>	20 782	14 928	<b>20 167</b>	12 873	10 528	<b>12 537</b>
Suisse	14 707	m	<b>m</b>	18 206	m	<b>m</b>	11 563 <sup>d</sup>	m	<b>m</b>	25 974	m	<b>m</b>	16 666	31 950	<b>17 424</b>
Turquie	2 531	0	<b>2 452</b>	2 947	0	<b>2 849</b>	3 565	0	<b>3 409</b>	7 867	0	<b>6 935</b>	3 675	0	<b>3 497</b>
Royaume-Uni	9 114	10 991	<b>9 350</b>	12 037	10 129	<b>11 003</b>	12 428	8 109	<b>9 260</b>	a	14 209	<b>14 209</b>	10 200	10 489	<b>10 437</b>
États-Unis	11 010	898	<b>10 176</b>	11 857	1 159	<b>11 000</b>	13 324	1 529	<b>12 360</b>	12 374	5 051	<b>10 134</b>	11 897	3 253	<b>10 724</b>
Moyenne OCDE	8 383	4 290	<b>7 847</b>	9 774	6 176	<b>9 070</b>	9 252	5 743	<b>8 620</b>	12 263	4 207	<b>9 719</b>	9 433	5 951	<b>8 578</b>
Moyenne UE22	8 434	5 079	<b>8 098</b>	10 071	6 873	<b>9 649</b>	9 664	5 804	<b>9 036</b>	12 929	4 676	<b>10 693</b>	9 740	5 455	<b>8 767</b>
<b>Partenaires</b>															
Argentine	3 648	1 499	<b>3 104</b>	5 425	2 043	<b>4 612</b>	5 913	2 253	<b>4 829</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Bésil	3 826	m	<b>m</b>	3 802	m	<b>m</b>	3 852 <sup>d</sup>	m	<b>m</b>	14 768	m	<b>m</b>	4 381	m	<b>m</b>
Chine	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Colombie	2 441	404	<b>2 068</b>	2 530	395	<b>2 120</b>	2 596	281	<b>2 006</b>	6 140	58	<b>3 248</b>	2 946	267	<b>2 286</b>
Costa Rica	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Inde	521	m	<b>m</b>	568	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Indonésie	1 319	570	<b>1 184</b>	1 263	291	<b>918</b>	1 991	135	<b>1 070</b>	5 794	284	<b>2 094</b>	1 628	330	<b>1 209</b>
Lituanie	4 982	4 396	<b>4 974</b>	x(6)	x(6)	<b>4 462</b>	x(9)	x(9)	<b>5 116</b>	6 901	2 236	<b>6 414</b>	2 685	1 877	<b>5 301</b>
Fédération de Russie	x(9)	x(9)	<b>x(9)</b>	x(9)	x(9)	<b>x(9)</b>	x(9)	x(9)	<b>4 920</b>	x(12)	x(12)	<b>5 472</b>	x(15)	x(15)	<b>5 067</b>
Arabie saoudite	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Afrique du Sud	2 350	389	<b>2 275</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	4 545	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Moyenne G20	5 628	m	<b>m</b>	6 616	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>

Remarque: Les données présentées ici sur les dépenses publiques excluent les programmes non classifiés.

1. Année de référence : 2012.

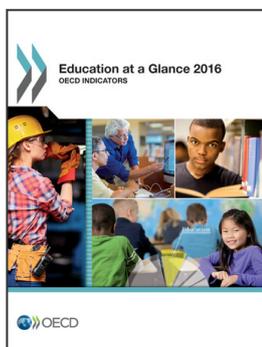
2. Année de référence : 2014.

 Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Costa Rica, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lituanie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/88893397802>





Extrait de :  
**Education at a Glance 2016**  
OECD Indicators

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/eag-2016-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2016), « Indicateur B3 : Quelle est la répartition entre investissements public et privé dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2016 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2016-18-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).